

Chers collègues,

Les sections hors de France de la FSU (SNES, SNEP, SNUipp) ont décidé de lancer **une semaine d'action dans le réseau AEFÉ du 22 au 26 novembre**. Semaine qui se situe à une période charnière correspondant au **Conseil d'administration de l'AEFE (25 novembre)** et avant celle du **Comité technique (9 décembre)** où des décisions cruciales pour l'avenir du réseau et de ses personnels seront prises.

Les raisons en sont nombreuses :

- **L'autoritarisme** s'est renforcé dans les établissements comme en Centrale. L'Agence a pérennisé certains fonctionnements liés à la crise sanitaire : formation continue en distanciel et hybride, reprise de l'enseignement à distance à la moindre occasion, tentative de récupération de jours "perdus", modification du calendrier scolaire... De plus en plus, l'administration exige des personnels qu'ils soient corvéables à merci. Cela doit cesser.

Considérer ses personnels, c'est les respecter !

- **Le dialogue social** doit réellement exister, en centrale, comme dans le réseau. Les instances ne sont pas des chambres d'enregistrement des décisions administratives. Les personnels ne sont pas écoutés : leurs difficultés ne sont pas prises en compte. Ainsi, au Liban, les personnels de droit local et les faux résidents perçoivent des salaires de misère sans aucune aide de l'Agence, alors qu'elle subventionne avec l'argent public les établissements privés à l'étranger ! En Grèce, les personnels sont soumis à la pression fiscale grecque, là encore sans véritable soutien de l'AEFE. Aux personnels qui ne sont pas rentrés depuis 2 ans en France, l'AEFE répond que la règle est la même pour tous et que leur présence est obligatoire à la rentrée. Même dans des situations extrêmes, les réponses de l'AEFE sont indigentes. La FSU estime qu'il est nécessaire de **frapper fort sans plus attendre pour rétablir le dialogue social**, dont l'absence actuelle freine de nombreux dossiers.

Considérer ses personnels, c'est les écouter !

- **La situation financière** des personnels (PDL et détaché-es) s'est dégradée. Tous les personnels doivent pouvoir bénéficier de salaires décentés. Les détaché-es, et par extension les PDL, doivent bénéficier des primes (statutaires, Grenelle, informatique), indemnités (ISVL à la hauteur des besoins locaux) et prestations familiales (avantage familial) qui leur sont dues. Dans les établissements, le nombre de postes de détaché-es et de recruté-es locaux doit répondre aux enjeux pédagogiques. Les frais de quatorzaine et les surcoûts liés à la crise sanitaire doivent être pris en charge pour tous les personnels.

Considérer ses personnels, cela passe aussi par le porte-monnaie !

- A ceci s'ajoute **la situation du Lycée François Mitterrand** qui a connu de graves crises depuis trois ans. **Pour que notre établissement redevienne un lieu de travail qui donne envie de s'y investir**, il faut que la gestion des personnels cesse d'engendrer **un climat de peur**, il faut que les instances de l'établissement soient respectées et deviennent de véritables lieux d'échanges et de **dialogue social**, et il faut que **l'organisation administrative pédagogique soit respectueuse** des temps de travail et des temps de repos de toutes et tous.

Il faut donc que les personnels soient considérés.

Nous vous proposons les modalités d'action suivantes :

- **Une journée de grève le jeudi 25 novembre.** Si une journée de grève, même réussie, ne garantit pas à tous les coups d'être entendus, il est certain que sans grève, face à une administration bornée et peu soucieuse des personnels, il n'y aura aucun impact. **La grève reste incontournable et celle-ci doit être massivement suivie !**
- **Autres formes d'action :**

Porter toute la semaine un brassard signalisant la mobilisation de tous, quelles que soient les catégories de chacun.

Demander à rencontrer le Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France.

Cette semaine d'action construite autour d'une grève doit être une réussite. Elle répond à une urgence. Les militants des secteurs HDF ont besoin du concours de toutes les sections, des syndiqués et des personnels en général pour peser dans les discussions et infléchir radicalement la politique de l'Agence. Les devenirs du service public d'éducation à l'étranger et de ses personnels en dépendent.

Merci, par avance, de votre participation active.



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**